

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31/12/2014

EXERCICE 30 JUIN 2015



GROUPE SOUFFLET

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité	4
Comptes consolidés semestriels	7
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....	34

MALTERIES FRANCO-BELGES
Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christophe PASSELANDE
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

MALTERIES FRANCO-BELGES

**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES**

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2014

I – ACTIVITE DE MFB

La production du 1^{er} semestre de l'exercice 2014/2015 est en baisse de 2,5% par rapport à la même période de l'exercice précédent, du fait de la dégradation de la qualité des orges de la récolte 2014 qui a constraint au ralentissement de certaines unités.

Les livraisons ont progressé de 2,1% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2013/2014. Ce volume reste toutefois encore en deçà de la production, mais devrait continuer à s'améliorer sur le second semestre de l'exercice en cours, grâce à de meilleures ventes export.

Le chiffre d'affaires unitaire du premier semestre est en baisse en raison d'une part de la diminution du coût unitaire des matières premières et d'autre part d'une baisse de la marge brute.

Au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2014/2015, MFB a enregistré un chiffre d'affaires social de 44,4 M€. Son résultat d'exploitation ressort 0,36 M€ contre un résultat bénéficiaire, au 1^{er} semestre de l'exercice 2013/2014, de 3 M€ et son résultat net social, tenant compte de versement de dividendes, ressort négativement à (0,4) M€ contre un bénéfice de 1,7 M€ au 31/12/2013.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB reste inchangé : il comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES - CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MFB ressort à 44,4 M€ et le résultat net consolidé, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, est bénéficiaire de 1,9 M€ contre un résultat, au 31/12/2013, de 4,3 M€.

1 - Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

La production de SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA-SSCR est stable par rapport au même semestre de l'exercice précédent. Les livraisons du semestre, bien qu'en deçà de la production, sont également stables par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2013/2014. La contribution au chiffre d'affaires consolidé de SSCR dans le Groupe CIM s'élève à 67,1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,5 M€ contre une contribution négative de (0,6) M€ au 31/12/2013.

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP est en forte hausse de 35% par rapport au premier semestre de l'exercice 2013/2014 qui avait été particulièrement mauvais. Les ventes ont augmenté de 23% par rapport à la même période de 2013 grâce à une meilleure activité auprès des brasseurs indépendants en Russie. La contribution de MSSP au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort à 13,7 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé est de 0,4 M€ contre une contribution quasi nulle au 31/12/2013.

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA est stable, correspondant à une quasi pleine utilisation de la capacité du site. Les ventes ont diminué de 3,5% par rapport au 2nd semestre 2013 mais restent supérieures aux objectifs budgétaires. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans

le Groupe CIM ressort au 31/12/2014 à 19,8 M€. Sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,7 M€ contre une contribution de 2 M€ au 31/12/2013.

SLAVUTA a enregistré une baisse de sa production de 16% par rapport au 1er semestre de l'exercice 2013/2014. Les ventes sont également en régression de 23% par rapport au 31/12/2013, en raison principalement de l'impossibilité de livrer un client dans la zone Est du pays du fait des conflits. La contribution de SLAVUTA au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 11,6 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (0,8) M€ contre une contribution de 2,2 M€ l'année précédente.

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN-MSK a connu une forte progression de 38 % sur le semestre ; avec un arrêt pendant la période d'été beaucoup moins long que celui de 2013. La progression des ventes est identique, grâce à des livraisons sur de nouveaux clients au Kazakhstan. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 11,2 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,4 M€ contre une contribution négative de (0,3) M€ au 31/12/2013.

En Serbie, MALTINEX a enregistré une baisse de 5% de sa production sur ce 1^{er} semestre. Les ventes ont diminué de 1% par rapport à l'exercice précédent et sont inférieures à la production sur la période. La contribution de MALTINEX au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 12,3 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 0,7 M€ contre une contribution de 1,1 M€ au 31/12/2013.

La production de SOUFFLET MALT ROMANIA a fortement progressé de 47% sur le semestre par rapport au 1er semestre de l'exercice 2013/2014, qui avait connu un long arrêt pendant l'été pour diminuer les stocks. Les livraisons sont en hausse de 6%. La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 18,5 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort négativement à (0,4) M€ contre une contribution de 0,2 M€ au 31/12/2013.

La production des deux sites de MALTERIE SOUFFLET BULGARIE a baissé de 14% par rapport au même semestre de l'exercice précédent, du fait d'un arrêt plus long pendant l'été pour diminuer les stocks de malt. Les ventes, au niveau de la production, progressent de 3% par rapport au 31/12/2013. La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 5,3 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort négativement à (0,002) M€ contre une contribution négative de (0,002) M€ l'année précédente.

La filiale hongroise MALTERIE SOUFFLET MAGYARORSZAG ne produit plus de malt ; son activité correspond uniquement à la collecte d'orge de brasserie qui est vendue aux autres entités du Groupe SOUFFLET dans la zone Europe Centrale. Dans ces conditions, la contribution au chiffre d'affaires de cette société dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 0,04 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (0,01) M€ contre 0,09 M€ au 31/12/2013.

2 - Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CIM ressort, au 31/12/2014, à 159,9 M€ contre 176,7 M€ au 31/12/2013. Le résultat opérationnel est 12,7 M€ contre un résultat, au 31/12/2013, de 15,1 M€ et le résultat net ressort bénéficiaire de 4,7 M€ contre un résultat bénéficiaire de 5,1 M€ au 31/12/2013.

III - PERSPECTIVES

En France, le carnet de commande actuel permet d'assurer la production à pleine capacité sur le 2nd semestre de cet exercice. Les livraisons devraient être plus importantes qu'au 1^{er} semestre et devraient permettre une réduction des stocks de malt à la fin de l'exercice. Le coût d'achat des matières premières et les marges brutes devraient rester stables sur la deuxième partie de l'exercice. Les résultats devraient être supérieurs aux objectifs budgétaires, en restant toutefois inférieurs à ceux de l'exercice précédent.

En Europe Centrale, les marchés de la bière restent globalement stables sur la partie Nord de la zone mais ils continuent de baisser dans les Balkans. Les volumes vendus sur l'exercice devraient se dégrader par rapport à 2013/2014. Cependant, en raison de la baisse du coût des Matières Premières, le résultat devrait être supérieur aux prévisions mais en deçà de l'année dernière.

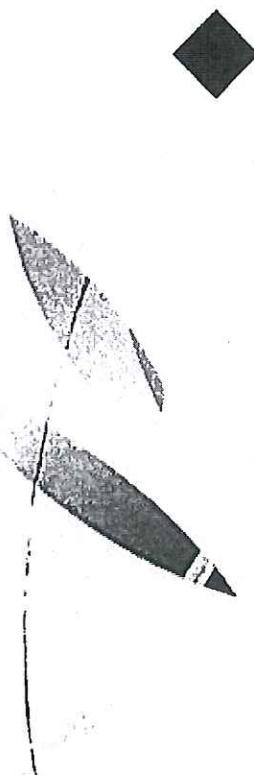
Dans la zone C.E.I., malgré les incertitudes liées au contexte politique, les livraisons de malt devraient être meilleures sur le second semestre en cours, toutefois en cumul elles resteront inférieures à l'exercice précédent ainsi qu'aux prévisions budgétaires. Le résultat net de l'exercice devrait rester en ligne avec les prévisions et l'exercice précédent.

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement au 31/12/2014.



COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31/12/2014



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31/12/2014

(en K€uros)	Notes	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	4	220	260	240
Immobilisations corporelles	5	33 887	30 921	34 207
Participation dans les entreprises associées	6	102 655	101 402	104 561
Actifs financiers non courants	7	557	575	575
Actifs non courants		137 319	133 158	139 583
Stocks et en-cours		14 096	16 998	14 568
Clients et autres débiteurs		3 776	4 176	3 635
Créances d'impôt		1 076	38	0
Autres actifs courants		47	26	36
Comptes courants - Actifs	8	0	0	3 556
Instruments de trésorerie - Actif	8	0	9	4
Trésorerie	8	282	10	225
Actifs courants		19 277	21 257	22 024
TOTAL DE L'ACTIF		156 596	154 415	161 607
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾		114 799	107 839	115 786
Gains et pertes directement complabilisés en capitaux propres		(14 841)	(7 192)	(10 652)
Capitaux propres (Part du groupe)		131 459	132 148	136 635
Capitaux propres		131 459	132 148	136 635
Emprunts et dettes financières	8	98	125	96
Provisions pour retraites et engagements assimilés	9	1 144	945	1 032
Autres provisions non courantes	9	0	0	15
Impôts différés	10	6 478	7 320	6 649
Autres passifs non courants		48	0	0
Passifs non courants		7 768	8 390	7 792
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	8	10	58	53
Instruments de trésorerie - Passif	8	102	0	0
Comptes courants - Passif	8	732	2 394	0
Provisions (part à -1 an)	9	1 486	920	876
Fournisseurs et autres créteurs		15 033	10 504	16 198
Dettes d'impôts		0	0	48
Autres passifs courants		6	1	5
Passifs courants		17 369	13 877	17 180
TOTAL DU PASSIF		25 137	22 267	24 972
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		156 596	154 415	161 607

(1) dont résultat Part du Groupe

COMpte DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2014

(en K€uros)	Notes	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Produits des activités ordinaires	11	44 454	51 629	104 232
Achats consommés		(37 214)	(41 254)	(78 669)
Charges externes		(4 500)	(4 551)	(9 179)
Charges de personnel		(2 541)	(2 292)	(4 673)
Impôts et taxes		(815)	(806)	(1 654)
Amortissements et dépréciation	14	(1 234)	(1 172)	(2 368)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		2 191	1 530	(2 373)
Autres produits et charges opérationnels courants	12	24	(45)	(105)
Résultat opérationnel courant		365	3 029	5 211
Autres produits et charges opérationnels non courants	13	(685)	18	(3)
Résultat opérationnel		(320)	3 047	5 208
Coût de l'endettement financier		(25)	(26)	(89)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	16	2 220	2 427	9 000
Autres produits financiers		104	22	11
Autres charges financières		(116)	(36)	(42)
Résultat avant impôt		1 863	5 434	14 088
Charge d'impôt	15	52	(1 076)	(1 782)
Résultat		1 915	4 358	12 306
Part du Groupe		1 915	4 358	12 306
Part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		3,9	8,8	24,8
Résultat Net dilué par action en euro		3,9	8,8	24,8

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL 31/12/2014

(en K€uros)	Notes	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Résultat net		1 915	4 358	12 306
Écarts de conversion ⁽¹⁾		(4 125)	(2 190)	(5 604)
Gains et pertes actuariels		(96)	9	(60)
Impôts différés		32	(3)	20
<i>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>(4 189)</i>	<i>(2 184)</i>	<i>(5 644)</i>
Résultat global de l'exercice		(2 274)	2 174	6 662
Dont part du groupe		(2 274)	2 174	6 662
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0

(1) Ecarts de conversion provenant uniquement de la quote-part de variation de capitaux propres de la participation dans des entreprises associées qui n'ont pas été comptabilisés dans leur résultat.

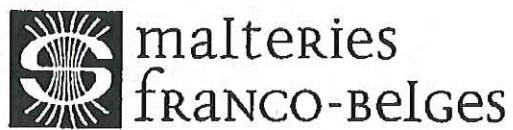
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2014

(en K€uros)	Notes	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 915	4 358	12 306
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(2 220)	(2 427)	(9 000)
Dotation aux amortissements et provisions		1 861	1 147	2 333
Plus et moins values de cession			20	20
Dividendes nets reçus des entreprises associées		(71)		
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		106	28	33
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	17	(18)	9	2
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		1 573	3 135	5 694
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		(52)	1 076	1 782
Coût de l'endettement financier		25	26	89
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		1 546	4 237	7 565
Variation du BFR	18	(1 686)	(8 208)	458
Impôts versés		(1 211)	(3 103)	(4 371)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		(1 351)	(7 074)	3 652
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(910)	(457)	(4 919)
Variation des actifs financiers		7	22	22
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles				
Dividendes reçus		71		
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(832)	(435)	(4 897)
Emission d'emprunts		3	4	8
Remboursement d'emprunts		(11)	(31)	(64)
Intérêts financiers nets versés		(25)	(26)	(89)
Intérêts encaissés				
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(1 983)	(2 697)	(2 699)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(2 016)	(2 750)	(2 844)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		(4 199)	(10 259)	(4 089)
Trésorerie d'ouverture	8	3 739	7 828	7 828
Trésorerie de clôture	8	(460)	(2 431)	3 739
Variation de trésorerie		(4 199)	(10 259)	(4 089)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

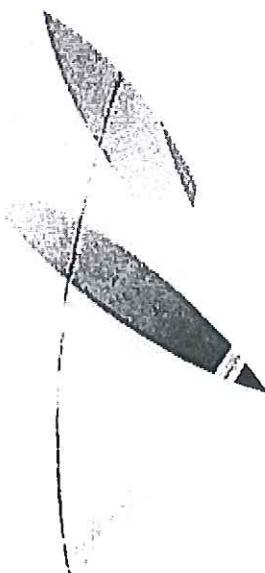
(en K€uros)	Part du groupe						
	Capital	Réerves liées au capital	Réerves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres	Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation au 30 juin 2013	15 123	16 378	106 184	(6 008)	132 677		132 677
Résultat net			12 306		12 306		12 306
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(5 644)	(5 644)		(5 644)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			12 306	(5 644)	6 662		6 662
Dividendes				(2 704)	(2 704)		(2 704)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
Situation au 30 juin 2014	15 123	16 378	115 786	(10 652)	136 635		136 635
Résultat net			1 915		1 915		1 915
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(4 189)	(4 189)		(4 189)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			1 915	(4 189)	(2 274)		(2 274)
Dividendes				(2 902)	(2 902)		(2 902)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
Situation au 31 décembre 2014	15 123	16 378	114 799	(14 841) ⁽¹⁾	131 459		131 459

(1) dont réserve de conversion (14 758) K€ relative à la quote-part de la réserve de conversion de la participation dans des entreprises associées



**ANNEXES
AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS**

AU 31/12/2014



SOMMAIRE

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation	8
NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture	9
NOTE 3 – Principes Comptables	9
NOTE 4 – Immobilisations incorporelles	16
NOTE 5 – Immobilisations corporelles	16
NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées	17
NOTE 7 – Actifs financiers non courants	18
NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette	19
NOTE 9 – Provisions	20
NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan	20
NOTE 11 – Information sectorielle	21
NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants	22
NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants	22
NOTE 14 – Amortissements et dépréciations	22
NOTE 15 – Impôts Sociétés	23
NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées	24
NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	24
NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement	25
NOTE 19 – Transactions avec les parties liées	25
NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles	25
NOTE 21 – Montant des engagements financiers	26
NOTE 22 – Gestion des risques	26
NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes	27

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Société mère

	Siège social
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1er juillet 2014 et finissant le 30 juin 2015.
Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers consolidés semestriels de MFB ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 09 mars 2015.

Société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

La société MFB consolide la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence car elle y exerce une influence notable sans en posséder le contrôle.

Le principal actionnaire, Malteries Soufflet SAS, filiale des Etablissements J. SOUFFLET SA, détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2014.

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle de MFB dans la CIM n'ont pas varié au cours de la période.

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2015.

La mise en équivalence de la CIM et de ses filiales est faite à partir des comptes consolidés de la CIM au 31 décembre 2014 établis conformément au référentiel IFRS.

Cette méthode consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation, le coût d'acquisition initial augmenté ou diminué de la quote-part du Groupe MFB dans les résultats non distribués de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

Filiales de la CIM

	Siège social	% contrôle de la CIM
MALTERIE SOUFFLET ST PETERSBOURG	194292 Saint Petersbourg FEDERATION DE RUSSIE	69.97
SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA	61285 Poznan POLOGNE	100.00

	Siège social	% contrôle de la CIM
SOUFFLET MALTERIE ROUMANIE	120118 Buzau 1 ROUMANIE	100.00
MALTERIE SOUFFLET HONGRIE	8800 Nagykanisza HONGRIE	100.00
SLADOVNY SOUFFLET CR	796 26 Prostejov REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00
SOUFFLET MALTING KAZAKHSTAN	Tekeli KAZAKHSTAN	99.29
MALTINEX	21400 Backa Palanka SERBIE	100.00
SLAVUTA MALTING PLANT	30000 Slavuta UKRAINE	96.51
MALTERIE SOUFFLET BULGARIE	5800 Pleven BULGARIE	100.00

Au cours de la période, la Compagnie Internationale de Malteries a acquis 0,02 % des titres de Slavuta Malting Plant.

NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

NOTE 3 – Principes Comptables

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board ("IASB") et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

L'Union européenne a adopté, le 14 juin 2014, l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ». Cette interprétation est obligatoire aux exercices ouverts, à compter du 17 juin 2014, c'est-à-dire pour MFB à partir du 1^{er} juillet 2014.

L'interprétation IFRIC 21 explicite la date de comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe, autres que l'impôt sur le résultat, en précisant que le fait génératrice de l'obligation qui crée ce passif est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales ou réglementaires.

La date de comptabilisation du passif au titre d'un droit ou d'une taxe peut être modifiée par cette interprétation, en considérant s'il existe ou non une obligation actuelle à la date de clôture de la période.

L'application de cette interprétation aurait conduit à des modifications limitées sur les comptes consolidés du Groupe dont les impacts sont les suivants :

(en K€uros)	31/12/2014 (6 mois)	31/12/2013 (6 mois)	30/06/2014 (12 mois)
Résultat consolidé	308	307	(10)
Réserves consolidées	(198)	(189)	(189)
Impact variation des Capitaux Propres Consolidés	110	118	(199)
Passifs non courant - Impôts différés	55	59	(99)
Passifs courant - Fournisseurs et autres créditeurs	(165)	(177)	298
Impact Total du passif et des capitaux propres	0	0	0

Les autres nouvelles normes, amendements et interprétations aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2014 pour le Groupe, n'ont pas d'incidence sur les états financiers du Groupe pour la période close au 31 décembre 2014.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2014 pour le Groupe.

Sur la base des premiers travaux effectués, ces nouveaux textes ne devraient avoir qu'un impact limité sur les comptes du Groupe.

BASE DE PREPARATION

Les états financiers ont été établis selon les conventions comptables générales des normes IFRS :

- image fidèle ;
- continuité d'exploitation ;
- méthode de la comptabilité d'engagement ;
- permanence de la présentation ;
- importance relative et regroupement ;
- non-compensation.

Pour l'établissement de ses états financiers, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses susceptibles d'affecter la valeur de ses éléments d'actif et de passif, ainsi que celle de ses produits et charges.

Ces estimations et hypothèses concernent à la fois les risques spécifiques au métier de malteur, ainsi que les risques plus généraux auxquels le Groupe est exposé et qui sont décrits en Note 22.

Ces estimations et hypothèses se fondent sur l'expérience passée, ainsi que sur l'ensemble des informations disponibles à la date de l'estimation, et considérées comme déterminantes au regard des circonstances étudiées.

La Direction revoit régulièrement ces éléments. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des comptes semestriels consolidés du 31 décembre 2014 portent principalement :

- sur l'estimation des provisions, en particulier pour les engagements sociaux ;
- sur les tests de valorisation des actifs ;
- sur l'évaluation des actifs d'impôts différés.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ETRANGERE

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les instruments financiers utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF, achats et ventes à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge) dans le cadre de la couverture du risque lié à la variation des cours des matières premières ;
- achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change.

Pour qu'un instrument financier puisse être éligible à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de désigner et documenter cette relation de couverture et de démontrer son efficacité dès l'origine et de façon rétrospective tout au long de la vie de l'instrument.

Afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe et au regard des difficultés à documenter une relation de couverture entre ces instruments financiers avec les éléments couverts, le Groupe a décidé de traiter l'ensemble de ses opérations de couverture comme ne relevant pas d'une comptabilité de couverture et donc de comptabiliser en résultat financier la variation de la juste valeur de ces instruments financiers.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels informatiques, les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilisation estimée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de ces durées d'utilisation :

- Logiciels : 3 à 15 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en "Autres actifs non courants" pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs

La production de malt est l'activité unique de la société MALTERIES FRANCO-BELGES ; MALTERIES FRANCO-BELGES ne peut, par conséquent, être décomposée en UGT.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur d'un actif, sa valeur recouvrable est estimée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt, qui reflète l'appreciation courante du marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

Dépréciation des participations dans les entreprises associées

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable (à savoir la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) avec sa valeur comptable dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Les indices de perte de valeur retenus par le Groupe sont les suivants :

- Perte de clients ou changement significatif dans les conditions contractuelles,
- Installation d'un concurrent dans le rayon d'activité de la filiale,
- Risque pays,
- Plan d'abandon/Cession d'activité.

Pour déterminer la valeur d'utilité de la participation, l'entité estime :

- sa quote-part de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés par l'entreprise associée, y compris les flux de trésorerie générés par les activités de l'entreprise associée et les produits liés à la sortie in fine de la participation ; ou
- la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés auxquels devraient donner lieu les dividendes à recevoir de la participation et sa sortie in fine.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Provisions

Une provision est constituée lorsque :

- le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les engagements de retraites et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui correspondent aux indemnités de départ à la retraite sont comptabilisés,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) correspondent aux médailles du travail et figurent en engagements donnés, Note 21.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en compte de résultat "Charges de personnel" les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

La provision pour retraites et engagements assimilés est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Autres éléments du résultat global" (non recyclables dans le compte de résultat), et les coûts des services passés sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : les taux d'actualisations retenus correspondent au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans,
- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices,
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 1,5 % pour toutes les catégories de salariés,
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2006/2008 Masculine et Féminine ont été retenues,
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur,
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres créateurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le Groupe sont inclus dans le coût des biens vendus.

Accord de péréquation

Un accord de péréquation entre la société MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (MALTERIES SOUFFLET et SOCIETE DES MALTERIES D'ALSACE) permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Le produit ou la charge en résultant est enregistré en chiffre d'affaires.

Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;

- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :

- des coûts de restructuration ;
- des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
- des litiges ou événements très inhabituels ;
- des produits et charges financiers ;
- des impôts ;
- du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sont classées en charges opérationnelles.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi)

Conformément à la note d'information de l'ANC du 28 février 2013 et au communiqué CNCC du 23 mai 2013, le CICE est comptabilisé en diminution de la rubrique Charges de Personnel.

Résultat par action

Le résultat de la période par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de la période et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2014	Acquisitions	Cessions	31/12/2014
Logiciels informatiques		636		636
TOTAL		636		636

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations incorporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2014	Dotations	Reprises	31/12/2014
Amt/Dépr. Logiciels informatiques	(396)	(20)		(416)
Total Dépr. et Amort.	(396)	(20)		(416)
Total Net	240			220

NOTE 5 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2014	Acq.	Cess.	Recl.	31/12/2014
Terrains	1 011				1 011
Constructions	35 622			97	35 719
Installations tech, matériel & outillage	47 951	2		350	48 303
Autres immobilisations corporelles	324				324
Immobilisations corporelles en cours	3 981	908		(578)	4 311
Total Brut	88 889	910		(131)	89 668

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2014	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	31/12/2014
Amort. Dépréciat. des constructions	(22 256)	(438)		22	(22 672)
Amort. Dépréc. install tech, mat & out.	(32 125)	(790)		109	(32 806)
Amort. Dépréciat. autres immob corp	(301)	(2)			(303)
Total Amortiss. et dépréciations	(54 682)	(1 230)		131	(55 781)
Total Net	34 207				33 887

NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2014 comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

L'évolution du poste "participations dans les entreprises associées" s'analyse comme suit :

(en K€uros)

Entreprises associées au 1er juillet 2014	104 561
Résultat des entreprises associées revenant à MFB	2 220
Ecart de conversion comptabilisés directement en capitaux propres	(4 126)
Entreprises associées au 31 décembre 2014	102 655

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2014 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

(en K€uros)

Actif	
Total immobilisations	140 573
Autres actifs non courants	1 255
Aclif courants	198 909
Total	340 737
Passif	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 4 653 K€)	214 565
Participations ne donnant pas le contrôle	3 276
Emprunts et dettes assimilées non courants	2 549
Autres passifs non courants	7 041
Passifs courants	113 306
Total	340 737

Pour MFB la quote part des capitaux propres de la CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

214 565 K€ x	47,71 %	= 102 375 K€
Survaleur sur titres CIM acquis lors de périodes précédentes :		280 K€
<hr/>		
Titres mis en équivalence au bilan de MFB :		102 655 K€

NOTE 7 – Actifs financiers non courants

La variation des actifs financiers non courants en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2014	Acq.	Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2014
Titres de participation non consolidés	544					544
Titres immobilisés (non courants)	13					13
Prêts > 1 an	18			(18)		
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91					91
TOTAL	666			(18)		648

La variation des provisions sur les autres actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2014	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2014
Prov autres créances immobilisées > 1 an	(91)					(91)
TOTAL	(91)					(91)

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital et n'exerce pas d'influence notable :

(en K€uros)	Valeur brute	Dépréciation	Valour nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	Date clôture
Secobra recherches	544		544	10,33%	20 154	2 262	30/06/2014
GIAC	13		13	0,23%	5 980	25	31/12/2013
TOTAL	557		557				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91		91

NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2014	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasse	31/12/2014
Emprunts et dettes financières non courants					
Participation des salariés > 1 an	96	2			98
TOTAL	96	2			98
Emprunts courants et concours bancaires					
Emprunts < 1 an	11		(11)		
Concours bancaires (trésorerie passive)	40	(33)			7
Intérêts courus non échus - passif	2	1			3
Instruments de trésorerie - passif		102			102
TOTAL	53	70	(11)		112

L'échéancier des emprunts et dettes financières non courants est le suivant :

	de 2 à 5 ans	supérieur à 5 ans
Participation des salariés > 1 an	98	
TOTAL	98	

L'endettement financier net est :

(en K€uros)	01/07/2014	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an	Incidence des variations des dettes non courantes	31/12/2014
Trésorerie Brute	225	57			282
Comptes courants actif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	3 556	(3 556)			
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe		(732)			(732)
Solde débiteurs et concours bancaires courants	(42)	32			(10)
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	3 739	(4 199)			(460)
Dettes financières courantes	(11)	11			
Total des dettes financières	(11)	11	0		
DETTE NETTE	3 728	(4 188)	0	0	(460)

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

NOTE 9 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

	01/07/2014	Dot.	Rep. résultat Prov. utilisées	Comptab. directement en capitaux propres	Rep. Réserves Prov. sans objet	Recl.	31/12/2014
<i>(en K€uros)</i>							
Provisions pour retraites et engagements assimilés	1 032	35	(19)	96			1 144
Provisions pour restructurations > 1 an	15					{15}	
Provisions pour pertes sur contrats < 1 an		3					3
Autres provisions pour risques < 1 an		680					680
Provisions pour restructurations < 1 an	876		(88)		15		803
Total prov. risques et charges	1 923	718	(107)	96			2 630

NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés portent sur les éléments suivants :

	ACTIFS			PASSIFS		
	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
<i>(impôts différés en K€uros)</i>						
Immobilisations corporelles	(33)	(33)	(33)	42	42	42
Actifs financiers à la juste valeur	(34)				2	1
Provisions réglementées				7 245	7 871	7 223
Provisions non déductibles	(607)	(555)	(576)			
Autres éléments	(4)	(7)	(8)	9		
Déficits fiscaux reportables	(139)					
Compensation des IDA et IDP de même nature et de même terme	817	595	617	(617)	(595)	(617)
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES				6 479	7 320	6 649

Variation des différences temporelles en bases au cours de la période :

(bases en K€uros)	30/06/2014	Comptabilisé en résultat	Comptabilisé en cap. propres	31/12/2014
Immobilisations corporelles	27			27
Actifs financiers à la juste valeur	3	(105)		(102)
Provisions réglementées	21 672	64		21 736
Provisions non déductibles	(1 727)	2	(96)	(1 821)
Ecart de conversion	(1)	27		26
Autres éléments	(24)	12		(12)
Déficits fiscaux reportables		(418)		(418)
TOTAL VARIATION BASES IMPOTS DIFFERES	19 950	(418)	(96)	19 436
Effet impôt différé	6 649			6 479

NOTE 11 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

(en K€uros)	France	Union Européenne Hors France	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total
31/12/2014 (1er semestre 2014/2015)					
Chiffres d'affaires	43 274	224	8	948	44 454
Actifs sectoriels	156 596				156 596
Résultat opérationnel	(320)				(320)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(910)				(910)
31/12/2013 (1er semestre 2013/2014)					
Chiffres d'affaires	50 274	331	31	993	51 629
Actifs sectoriels	154 415				154 415
Résultat opérationnel	3 047				3 047
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(457)				(457)
30/06/2014					
Chiffres d'affaires	101 831	716	34	1 651	104 232
Actifs sectoriels	161 607				161 607
Résultat opérationnel	5 208				5 208
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 919)				(4 919)

NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Dotations nettes aux provisions	5	(64)	(125)
Autres	19	19	20
TOTAL	24	(45)	(105)

NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Produits de cession d'immobilisations corporelles		(20)	(20)
Autres	(90)	(50)	(79)
Dotations et reprises aux provisions pour risques et charges	(591)	75	61
Dotations et reprises excepté sur immobilisations	(16)		
Transferts de charges	12	13	35
TOTAL	(685)	18	(3)

NOTE 14 – Amortissements et dépréciations

Le poste d'amortissements et de dépréciations au compte de résultat se décompose comme suit :

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. incorporelles	(20)	(21)	(42)
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. corporelles	(1 214)	(1 151)	(2 326)
TOTAL	(1 234)	(1 172)	(2 368)

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2014/2015

NOTE 15 – Impôts Sociétés

Le produit d'impôt de la période du 01/07/2014 au 31/12/2014, qui s'élève à 52 K€, se répartit comme suit :

	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
(en K€uros)			
Impôts différés	(139)	28	(619)
Impôts sur les bénéfices	87	1 048	2 401
TOTAL	(52)	1 076	1 782

Le taux d'impôt de droit commun applicable au 31/12/2014 est de 33,33 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 %.

(en K€uros)	
Résultat net (gain)	1 915
Charge d'impôt comptabilisée	52
Résultat avant impôt	1 863
Taux d'impôt normal %	33,33%
Charge d'impôt théorique	(621)
Différences permanentes	20
Contribution complémentaire au taux de référence	(87)
Impact lié aux stés mises en équivalence	740
Charge d'impôt réelle	52

NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014.

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Produits des activités ordinaires	159 923	176 721	384 740
Autres produits de l'activité	189	125	241
Achats consommés	(125 590)	(134 149)	(279 263)
Charges externes	(15 213)	(14 676)	(32 234)
Charges de personnel	(4 612)	(4 946)	(9 826)
Impôts et taxes	(603)	(641)	(1 245)
Amortissements et provisions	(4 905)	(6 068)	(9 240)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	6 692	(1 121)	(11 434)
Autres produits et charges opérationnels courants	(378)	(238)	(395)
Résultat opérationnel courant	15 503	15 007	41 344
Autres produits et charges opérationnels non courants	(2 752)	109	(1 143)
Résultat opérationnel	12 751	15 116	40 201
Résultat des équivalents de trésorerie	25	44	75
Coût de l'endettement financier brut	(3 533)	(4 546)	(9 081)
Coût de l'endettement financier net	(3 508)	(4 502)	(9 006)
Autres produits et charges financiers	(2 680)	(4 462)	(7 853)
Résultat avant impôt	6 563	6 152	23 342
Charge d'impôt	(1 798)	(988)	(4 189)
Résultat après impôt	4 765	5 164	19 153
Part du Groupe	4 653	5 088	18 863
Part des participations ne donnant pas le contrôle	112	76	290

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

$$4 653 \text{ K€} \times 47,71 \% = 2 220 \text{ K€}$$

NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Ecarts de conversion passif retraités en produits / Dettes fournisseurs	1	(1)	8
Ecarts de conversion actifs retraités en charges / Crédit clients	(19)	10	(6)
Total	(18)	9	2

NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Stocks	472	(1 175)	1 254
Clients et débiteurs divers (*)	(122)	(1 119)	(580)
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	(1 082)	(1 653)	2 178
Contrat de péréquation (cf Note 3)	(954)	(4 261)	(2 394)
TOTAL	(1 686)	(8 208)	458

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

L'impact du contrat de péréquation (cf Note 3) sur la variation du besoin de fonds de roulement est de -1 M€ au 31/12/2014 contre -4,3 M€ au 31/12/2013.

NOTE 19 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Produits opérationnels	41 505	48 801	98 535
Charges opérationnelles	(17 229)	(25 165)	(39 223)
Autres produits financiers	3	26	12
Autres charges financières	(14)	(20)	(74)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Comptes courants - Actif			3 556
Clients et autres débiteurs	1 286	2 315	1 684
Comptes courants - Passif	(732)	(2 394)	
Fournisseurs et autres créditeurs	(4 555)	(3 152)	(1 633)

NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 21 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés et reçus

(en K€uros)	31/12/2014	31/12/2013	30/06/2014
Engagements de médailles du travail	12	11	11

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération courant jusqu'en 2024 avec des partenaires industriels concernant la fourniture de chaleur pour ses unités de production de Saint Saulve, Brahey et Prouvy. MFB s'est engagée à verser des indemnités en cas de résiliation anticipée, d'un montant maximum de 6 061 K€ au 31/12/2014. La société mère de MFB, Malteries Soufflet s'est portée caution pour la totalité de cet engagement.

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant la période aux mandataires sociaux par les sociétés du Groupe Malteries Franco-Belges.

NOTE 22 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change "vanille" ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Ces instruments dérivés ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retourneventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Compte tenu du décalage entre l'achat des matières premières et l'encaissement des factures de ventes, le Groupe peut constater des gains ou des pertes de change latentes importantes

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France ou les emprunts les finançant. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque "matières"

Dans le cadre de ses activités, le Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de fluctuation du cours des matières premières. Afin de sécuriser la marge sur ses contrats de ventes de malt à terme fermes, le Groupe se couvre sur les prix d'achats d'orge futurs par le biais d'achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF et d'achats à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge).

Afin de contrôler son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée et mensuelle en session élargie. Les positions matières premières y sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

Le risque pays

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de contrepartie

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de contrepartie avec ses comptes clients et ses contreparties bancaires. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Le risque de contrepartie bancaire est lié aux encours d'instruments financiers (dépôts et instruments dérivés) et aux lignes de crédit contractées avec chaque banque. Selon sa politique financière, le Groupe ne peut conclure des instruments financiers qu'auprès de ses partenaires bancaires. Concernant les lignes de crédit, celles-ci sont réparties sur plusieurs banques pour éviter leur concentration.

NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 43 885 € au titre du contrôle légal des comptes (dont 22 499 € pour KPMG et 21 386 € pour Mazars).

MALTERIES FRANCO-BELGES S.A.

**Siège Social : Quai du Général Sarrail 10400 Nogent-sur-Seine
Société Anonyme au capital de 15 123 000 €
N° Siret : 552 121 816 00177**

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014

KPMG AUDIT

MAZARS

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière
semestrielle**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Malteries Franco-Belges S.A.
Comptes Semestriels
31 décembre 2014

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les incidences résultant des nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} juillet 2014.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Les commissaires aux comptes

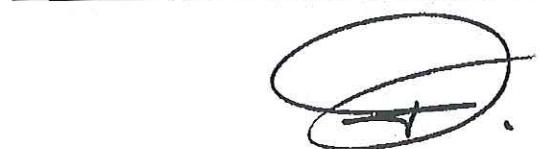
Fait à Paris la Défense et à Courbevoie, le 19 mars 2015

K P M G A U D I T



Alphonse Delaroque

M A Z A R S



Raymond Petroni